

COMMUNISME ou CAPITALISME
Où en est la Chine ?
Où va-t-elle, politiquement, économiquement et socialement ?



« Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat »
(“不管黑猫白猫，捉到老鼠就是好猫”),
Deng Xiaoping 1979

Sommaire

1. Introduction	page 3
2. D'où vient le communisme chinois ?	page 6
3. Où en est la Chine actuellement?	page 17
4. Où va-t-elle, politiquement, économiquement et socialement ?	page 19
5. Comment les Occidentaux jugent la Chine et voudraient qu'elle se comporte ?	page 21
6. La Chine peut-elle offrir un nouveau modèle de développement ?	page 25
7. Quelle Chine pour demain ?	page 27
8. Et pour rire un peu ...	page 29
9. Chronologie des régimes en Chine depuis 2070 av. J.C.	page 31
10. Chronologie politique de la Chine moderne (1949 à 2015)	page 32
11. Bibliographie	page 33

Introduction

Un PIB multiplié par 60 en 35 ans (9 240 milliards de dollars en 2013, contre 148 en 1978) pour atteindre la 2^{ème} position mondiale après les Etats-Unis, loin devant les grandes nations européennes, près de 250 milliardaires en Chine sur les 1 800 recensés par FORBES en 2015, des villes gigantesques aux gratte-ciels qui n'ont rien à envier à New York, ... tout cela ressemble à du capitalisme pur et dur.

Et, pourtant, c'est en Chine, le plus grand pays communiste du monde, gouverné par le Parti communiste de Chine (PCC), sans interruption, ni signe de grosses faiblesses, depuis 1949.

Nous sommes là, pour nous occidentaux, dans la complète contradiction, mais apparemment pas pour les chinois qui s'étonnent toujours de la question que peuvent leur poser les occidentaux de « *comment peut-on être riche dirigeant d'entreprise et communiste, faire partie de la jet set et être un des 80 millions de membres du PCC ?* », question à laquelle, en général, ils se gardent bien de répondre, préférant partir dans un grand éclat de rire.

C'est pour cela que je m'étais proposé initialement de traiter le sujet de « Communisme et capitalisme : y a-t-il contradiction ? ».

J'avais une réponse assez simple à apporter à cette question avec le Yin (阴) et le Yang (阳) de la philosophie chinoise, qui sont deux complémentaires que l'on peut retrouver dans tous les aspects de la vie et de l'univers : une vérité, en Chine, implique toujours que son contraire ait cours aussi, de sorte que la voie correcte consiste à se tenir éloigné de toutes deux pour combiner leurs énergies et inventer une voie nouvelle, propre à chaque cas de figure.

C'est ce qui est très difficile à comprendre pour la plupart des occidentaux, inaptes à se figurer comment un pays comme la Chine peut être à la fois le plus gros pollueur du monde et le plus gros investisseur mondial en matière d'équipements de production d'énergies renouvelables ; comment il peut d'un même mouvement rudoyer les droits de l'homme parce qu'il prend mieux en compte l'opinion démocratique ; comment il peut être hyper centralisé et totalement décentralisé ; et, évidemment, comment il peut être communiste et tolérer la course à la consommation de sa population et des comportements en tout capitalistes de certains des siens, etc.

La Chine déroute parce qu'elle est mue par un logiciel culturel fondamentalement différent de celui de l'Occident.

- ce dernier, héritier du « logos » grec, confronte les contraires en tant que thèse et antithèse, mais exige de conclure entre les deux par une vérité résolutoire qui est un troisième et dernier temps ;
- tandis que la pensée chinoise conjugue les deux aspects opposés et en combine les influences. Et comme l'indique de façon très poétique un éminent sinologue : « *La pensée chinoise opère comme une vallée, dont les versants mêlent leurs eaux, alors que la nôtre se présente comme une crête, qui les partage sans retour.* »

C'est évidemment un aspect capital à prendre en compte et à ne jamais perdre de vue : c'est ainsi qu'un occidental a été dressé à classer les gens en fiables et pas fiables ; amis ou pas amis, associés ou concurrents, **communistes ou capitalistes**, etc., là où, pour un chinois, une même personne sera toujours à la fois proche et distinque, amie mais gardant son quant à soi, associée mais rivale, et que jusque dans la relation la plus confiante il sera naturel de conserver une part de défiance.



Pour un chinois, communisme et capitalisme peuvent coexister dans chaque régime de gouvernement ou, individuellement, en chacun dans ses options politiques, économiques et sociales comme le Yin et le Yang



Pour un occidental, tout comme on se doit d'être de droite ou de gauche, le capitalisme est le paradis et le communisme l'enfer et inversement

Il est aussi intéressant d'entendre l'explication de l'économiste Justin Yifu Lin, ancien Chef Economiste et Senior Vice Président de la Banque Mondiale dans son livre « Demystifying the Chinese Economy ».

Celui-ci indique que quiconque a l'expérience des affaires en Chine sait comment sont abordées les difficultés : « *à rebours de l'Occident, l'occidental consacrera beaucoup de temps à réfléchir le problème en remontant aux causes premières, puis à y répondre en échafaudant un modèle coactif, alors que le chinois s'appliquera immédiatement à chercher le remède.* »

Cette manière de faire crée beaucoup de fluidité dans la marche des affaires. Il s'agit bel et bien d'une démarche de pensée de base du chinois, car on la retrouve à tous les niveaux la société, depuis la résolution de micro affaires domestiques jusqu'à la manière de conduire les affaires de l'État, **illustrée par l'immortel adage de Deng Xiaoping sur le chat dont « peu importe la couleur, s'il attrape les souris ».**

Pour le dire autrement, Justin Yifu Lin ajoute qu' « *on n'est jamais en Chine dans une querelle ontologique sur le « what », encore moins sur le « why », mais toujours dans une recherche pragmatique et patiente du « how »* ».

Les chinois n'hésitent jamais à revenir en arrière et changer de pied si une solution adoptée se révèle mauvaise : ils l'ont fait en grand devant l'échec total de la Révolution Culturelle à procurer le bonheur au chinois, en adoptant sans états d'âme un cours complètement opposé en 1978, mais qui avait fait ses preuves ailleurs. **Ce n'était pas une conversion au capitalisme, ni une abjuration du communisme, notions toutes deux bien occidentales et abstraites, c'était un pragmatisme purement chinois.**

Et Justin Yifu Lin en conclut que cette faculté d'adaptation est un atout bien plus précieux pour l'industrie chinoise que ses bas coûts (atouts qui, du reste, s'effilochent). Aujourd'hui, si les salaires sont jugés trop bas, les travailleurs chinois partent ailleurs, justement au bénéfice de cette faculté d'adaptation qui fait leur force. Ce serait certainement une erreur d'expliquer la croissance chinoise en y voyant le succès d'une simple sous-traitance à bas coûts des industries européennes. Cela s'est fait ailleurs, mais dès le départ, la main-d'œuvre chinoise à tous les niveaux a tiré partie de nouvelles opportunités qu'elle trouvait dans cette amorce, et c'est tout le pays qui s'est transformé continument, offrant ainsi en permanence des conditions attractives au développement (sic).

Voilà pour l'apparente contradiction et le compromis sans états d'âme que nous semblons percevoir dans le Chine moderne entre communisme et capitalisme et qui n'est en fait qu'un des aspects du Yin et du Yang de la Chine en matière politique, économique et social et la manifestation du redoutable pragmatisme des chinois.

Mais en préparant cet exposé et en lisant les travaux d'un certain nombre d'économistes et d'analystes géopolitiques français et américains, je me suis rendu compte que ce débat entre le communisme et le capitalisme n'était pas qu'affaire à discussion idéologique et institutionnelle, mais pouvait constituer un excellent traceur de l'évolution politique, économique et social du pays, en interne et dans ses relations avec le reste du monde, que je traiterai donc sous ses différents aspects :

1. D'où vient le communisme chinois ?
2. Où en est la Chine actuellement ?
3. Où va-t-elle, politiquement, économiquement et socialement ?
4. Comment les Occidentaux jugent la Chine et voudraient qu'elle se comporte ?
5. La Chine peut-elle offrir un nouveau modèle de développement ?
6. Quelle Chine pour demain ?

Sujets que je vous propose de traiter aussi synthétiquement que possible, ce qui sera un exploit compte tenu de sa dimension et de l'énorme littérature disponible, surtout si, en sus des nombreux ouvrages parus sur le sujet, on y ajoute les thèses et exposés parus sur internet.

D'où vient le communisme chinois ?

Sans prendre le risque de me lancer dans une histoire de la Chine, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la civilisation chinoise est **la civilisation actuelle dont les origines directes sont les plus anciennes et que, depuis plus de 4 000 ans**, des dynasties successives (voir page 31) ont développé un système bureaucratique et méritocratique élaboré, donnant certes aux paysans chinois un avantage important par rapport aux nomades et aux montagnards voisins, mais sanctifiant la toute puissance de l'Administration des lettrés sur le peuple.

La civilisation chinoise a pu exister en tant que telle par le développement d'une idéologie nationale commune basée suivant les époques sur les rites ancestraux et chamaniques – le confucianisme, le taoïsme ou le bouddhisme du temps des empereurs – puis, à partir du début du XX^{ème} siècle, par une idéologie *venue d'ailleurs*, le communisme, d'abord en rupture et maintenant réconciliée avec le confucianisme.

Le caractère unique du communiste chinois s'est forgé dans les années 1920 et 1930, après les événements tragiques de Shanghai en 1927.

A partir de 1840 et pendant les 100 ans suivants, la Chine avait été dominée par des puissances étrangères, d'abord la Grande-Bretagne, puis par les autres puissances européennes (France, Allemagne), la Russie tsariste, les États-Unis et le Japon qui se sont tour à tour ou ensemble impliquées dans le démembrement de la Chine impériale. Dans le même temps, les seigneurs de guerre chinois, les propriétaires terriens et les capitalistes exploitaient les travailleurs et les paysans du pays.

Une révolution nationale et démocratique en 1912 a créé une République, sous la présidence de Sun Yat-sen, mettant fin à la monarchie des empereurs Qing (ou Ching). **La République de Chine a lutté pour imposer un ordre démocratique et essayer de développer une bourgeoisie industrielle** dans une Chine que ses régions autoritaires et fragmentées avaient livrée à la guerre civile, mais en vain.

Les origines du Parti communiste

La révolution russe de 1917 a conduit à une alliance entre l'Union soviétique et le Kuomintang, le principal parti de la jeune République chinoise, dirigé par Tchang Kaï-chek. Le Parti communiste chinois (PCC) a été créé en 1921 dans un local de la concession française de la ville industrielle de Shanghai qui était un bastion communiste à base essentiellement ouvrière. Sur ordre de Staline, les communistes chinois, eux-mêmes subordonnés au Kuomintang, ne purent se constituer en organe indépendant. En avril 1927, le Kuomintang se tourna contre le PCC et exécuta des milliers de ses membres. Les communistes chinois, suivant le nouveau virage à gauche de Staline appelé la « troisième période » du mouvement communiste, ont ensuite tenté, en décembre 1927, d'organiser des insurrections révolutionnaires dans plusieurs villes, dont la plus célèbre est ladite "Commune de Canton". Toutes ont été toutes écrasées, entraînant la mort de milliers de communistes.

L'armée en tant que parti

Après ces défaites dévastatrices, Mao Zedong et d'autres dirigeants communistes

chinois se sont réfugiés à la campagne, où ils ont reconstruit le Parti et constitué l'Armée Populaire de Libération chinoise (APL). Les dirigeants du PCC — quelques intellectuels, quelques travailleurs — sont devenus complètement déracinés de la société urbaine chinoise et de leur classe ouvrière d'origine ; à partir de ce moment, ils n'ont plus de prolétariens que le nom. **Ces cadres du Parti déracinés sont devenus les dirigeants du Parti, les officiers de l'armée et le noyau d'un nouveau type de mouvement révolutionnaire.**

Il s'agissait d'une direction du Parti et de son personnel, c'est-à-dire **une bureaucratie révolutionnaire, à la recherche d'une base sociale** qui pourrait fournir la force révolutionnaire nécessaire pour renverser les propriétaires dirigeants, les seigneurs de guerre, les capitalistes et le Kuomintang de Tchang Kaï-chek.

Se déplaçant dans la campagne chinoise, généralement opposés aux riches propriétaires terriens, mais en s'alliant à des endroits différents et à des moments différents, avec différentes couches de la paysannerie chinoise, les cadres communistes survivants des années 1920 ont recruté des paysans dans l'Armée Populaire de Libération. Bien que cette armée ait été composée de paysans (comme la plupart des armées jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle) et même si ces paysans ont fourni la force qui a combattu et a finalement gagné la révolution chinoise, elle ne pouvait être taxée d'armée paysanne et **la révolution ne peut pas être qualifiée de paysanne au sens politique, pas plus qu'ouvrière comme nous l'avons vu plus haut.** En effet, ni les paysans, ni les ouvriers n'ont écrit son programme et aucun d'entre eux n'a assuré sa direction et exercé un quelconque contrôle démocratique sur le PCC ou l'APL.

Partout où l'Armée Populaire de Libération est allée, c'était un corps d'hommes armés, mieux organisés, mieux équipés et plus puissants que les collectivités paysannes ou ouvrières qu'elle a rencontrées, capable d'imposer sa volonté politique sur la campagne et les villes par le biais de son programme politique et une combinaison de manœuvres politiques et de puissance militaire.

La fameuse Longue Marche de 1934 à 1935 de l'Armée Populaire de Libération (en réalité les marches de trois armées convergentes du sud et de l'est vers l'ouest de la Chine, à Yan'an dans le Shaanxi) a représenté la consolidation de ce Parti-Armée communiste : **l'armée en tant que parti.**

Les communistes dirigent une révolution nationale

Avec l'invasion japonaise de la Chine à la mi-1937 et le déclenchement de la seconde guerre sino-japonaise, les communistes se sont retrouvés non seulement à lutter contre le Kuomintang, mais aussi contre les Japonais. Bien que les deux armées, celle du Kuomintang et celle de l'Armée Populaire de Libération, étaient supposées alliées contre les Japonais, il y avait en réalité une lutte triangulaire pour contrôler la Chine.

Elle s'est poursuivie jusqu'à la fin de la guerre en 1945. Tchang Kaï-chek et **le Kuomintang étaient plus soucieux de défendre les propriétaires et les capitalistes contre les communistes** que de lutter contre les Japonais.

Après la défaite des Japonais, la stratégie communiste était de continuer à étendre le contrôle sur la campagne pour prendre, à la toute fin, le contrôle des villes. A leur arrivée dans les villes, les autorités communistes chinoises ont distribué des brochures aux travailleurs et aux masses urbaines en leur disant de ne pas se battre et de ne pas s'emparer de leurs usines, mais plutôt d'obéir aux ordres du PCC. **Le plus grand souci des communistes était de gagner la confiance et le soutien de la classe capitaliste et de rétablir la production industrielle.** Les communistes ne voyaient aucun rôle à la classe ouvrière dans les étapes finales pour prendre les villes chinoises entre 1945 et 1949.

L'émergence de l'Etat communiste

Le PCC et l'Armée Populaire de Libération, ayant contribué à la lutte contre les Japonais et ayant ensuite battu le Kuomintang, ont réussi en 1949 à prendre le contrôle de toute la Chine, à l'exception de l'île de Taiwan vers laquelle Tchang Kaï-chek et le Kuomintang se sont retirés.

Le PCC a mené une révolution nationaliste à la victoire, instaurant un nouvel Etat, la République Populaire de Chine (RPC), qui sera bientôt exclusivement sous contrôle des communistes. **Le leadership du PCC dans la lutte patriotique contre les Japonais, puis dans la guerre civile révolutionnaire contre le Kuomintang, avait apporté au Parti communiste une énorme crédibilité et le soutien de la majorité du peuple chinois.**

Le programme communiste de réforme agraire, prenant les terres des propriétaires et la distribuant aux paysans, était au centre de son programme révolutionnaire. En 1952, la réforme agraire était accomplie, les terres avaient été distribuées aux paysans, et la classe des propriétaires fonciers éliminée : **en 1956, quinze ans plus tôt que prévu, 97% des terres avaient été collectivisées.**

Bien que le PCC ait d'abord tenté de convaincre la classe capitaliste, une fois au pouvoir, à partir de 1952, il a foncé avec détermination et rapidité pour éliminer pratiquement toutes les entreprises privées : **en 1956, la classe capitaliste a cessé d'exister.**

Le coût de ces campagnes pour mettre fin au féodalisme rural et au capitalisme était néanmoins énorme en termes de vies humaines : on estime à plus d'un million le nombre de morts entre 1949 et 1953 lors des campagnes contre les « droitiers » et les propriétaires.

En 1952, tous les autres partis sont interdits, **ce qui donne au PCC le monopole du pouvoir politique.** La direction communiste chinoise, soutenue par l'Union soviétique (avec laquelle elle avait signé un pacte en 1950), a créé un Etat qui ressemblait au régime de Staline : **le PCC contrôle l'État, et l'État contrôle l'industrie et l'agriculture.** Le PCC a aussi pris le contrôle des syndicats et toutes les organisations sociales : le nouveau parti unique n'a pas toléré d'organisations indépendantes, quelles qu'elles soient.

Alors que le gouvernement bénéficiait du soutien populaire et qu'il y avait un degré élevé de participation dans les institutions et les activités organisées par le PCC, **il n'y avait de démocratie nulle part.**

La société avait été collectivisée par l'Etat qui était contrôlé par la bureaucratie du PCC.

Comme l'Union Soviétique, la Chine n'était ni capitaliste ni socialiste, c'était une société collectiviste bureaucratique, hostile à la fois au capitalisme et au socialisme (également appelé « **communisme bureaucratique** » ou « **communisme d'Etat** » par certains auteurs).

Les politiques de Mao

Avec les classes des propriétaires et des capitalistes éliminées, la classe ouvrière et la paysannerie subordonnées au PCC, Mao et les dirigeants communistes pouvaient maintenant utiliser l'État pour mettre en œuvre des politiques permettant d'atteindre leurs objectifs : **accroître la productivité et éléver le niveau de vie du pays**.

Comme toute classe dirigeante, **la classe bureaucratique dirigeante de la Chine a estimé qu'elle savait ce qui était le mieux pour le pays, le mieux pour elle-même en tant que classe et le mieux pour le reste**. Mao, dont la politique a dominé la Chine pendant la majeure partie de la période postrévolutionnaire, a imposé **d'en-haut** ses politiques au pays, parfois sans consultation de la direction du Parti et toujours sans consultation des membres du Parti ou de la population en général.

L'essence du maoïsme était le volontarisme : idée selon laquelle la bureaucratie du PCC par la force de la volonté pourrait permettre de surmonter les difficultés liées au sous-développement, pousser la société vers le socialisme et finalement arriver au communisme.

Le premier plan quinquennal de 1953-1958 montra une expansion de l'économie, mais le rythme n'était pas assez rapide pour Mao. Alors qu'il se préparait à pousser encore plus fort, Mao, qui était devenu Président de la République Populaire de Chine en 1954, travaillait à éliminer toute opposition.

La Campagne des « Cent fleurs » de 1956-57, soi-disant pour encourager la créativité et entendre la critique des intellectuels chinois, s'est avérée être un guet-apens. Beaucoup de ces intellectuels ont suggéré que le PCC était devenu « une nouvelle classe dirigeante qui monopolise pouvoirs et priviléges en s'aliénant les masses ». D'autres ont suggéré que les responsables du Parti étaient des privilégiés, avaient reçu des traitements préférentiels et avaient traité la population comme des « sujets soumis » ou, pour utiliser le mot de certains, des « esclaves ». **Ces dissidents, après s'être affichés en toute transparence et franchise, furent éliminés.**

Désormais pleinement responsable de l'Etat, Mao a lancé son « **Grand bond en avant** » en 1958. Le « Grand Bond » ou l'**« avance hasardeuse »**, comme on l'appelait aussi, avait pour but de transformer la Chine rapidement d'une société agricole à une société industrielle. De nouvelles techniques agricoles ont été introduites dans les fermes collectives, tandis que les communes tout au long de la campagne s'engageaient dans une production industrielle décentralisée. Dans tout le pays il y aurait des mini-hauts-fourneaux et des micro-aciéries avec l'idée de dépasser la production de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, respectivement, en

7 et 15 ans. Le Grand Bond s'est avéré être un désastre aux proportions sans précédent, ayant conduit à la famine et à la mort d'au moins 30 et, peut-être même, 45 millions de personnes.

Après la débâcle du Grand Bond, Mao est remplacé par Liu Shaoqi à la Présidence, ce qui déclenchera une longue lutte pour la direction du PCC entre les volontaristes maoïstes et les politiques de Liu Shaoqi basées sur le modèle d'industrialisation soviétique.

En 1966, Mao lance la Grande révolution culturelle prolétarienne : en apparence, une lutte contre la culture traditionnelle chinoise, contre les éléments capitalistes dans la société chinoise et contre la corruption et la bureaucratie au sein du PCC, mais en réalité une tentative de Mao pour reprendre le contrôle du Parti et de l'Etat. Succession d'événements très complexes impliquant la lutte de factions au sein du Parti, la lutte des classes et celle des générations, ainsi que des persécutions ethniques et religieuses, la révolution culturelle a finalement coûté environ 500 000 vies.

Mao était devenu, encore pendant cette période, le centre d'un culte de la personnalité qui était pratiquement une religion à son retour au pouvoir.

Les réformes de marché de Deng Xiaoping

De 1949 à 1969, l'exagération de Mao sur l'idéologie et ses politiques « volontaristes » avaient maintenu la Chine dans l'agitation, renversant d'abord tous les anciens rapports préévolutionnaires, puis mettant le nouvel ordre révolutionnaire à l'envers. Les turbulences de ces vingt années ont balayé une grande partie de l'ordre ancien et rendu possible le développement d'une nouvelle politique économique.

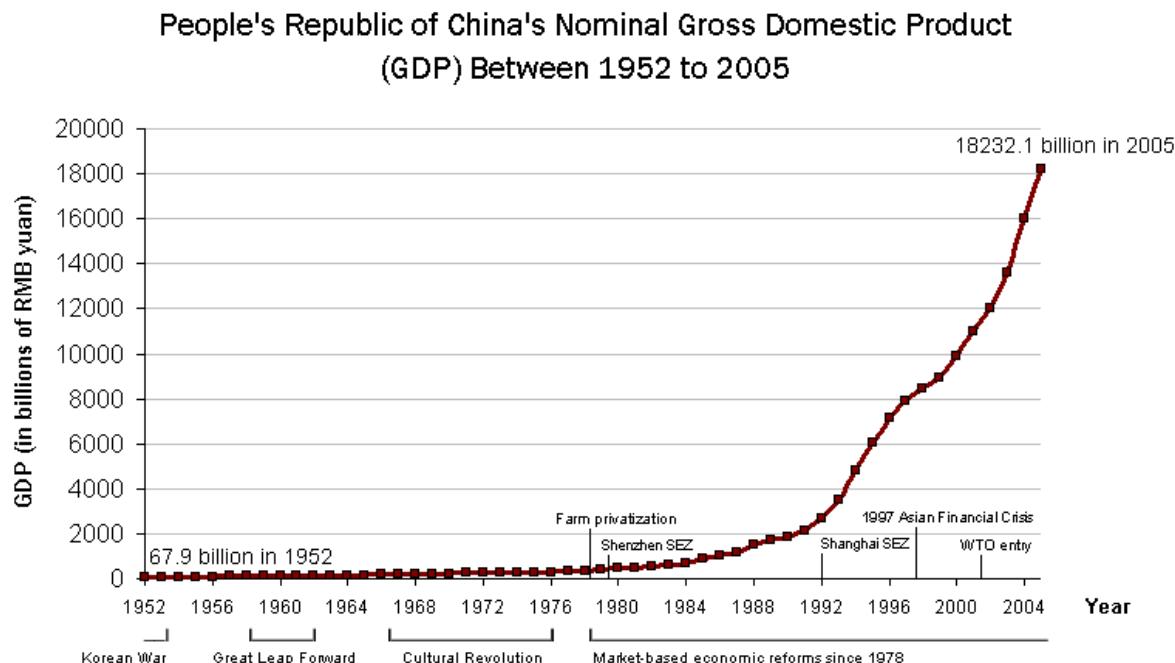
Deux ans après la mort de Mao en 1976, Deng Xiaoping, un homme politique pragmatique, est devenu « chef suprême ». A partir de 1978, Deng Xiaoping lance le rattrapage économique avec le projet de « **société de moyenne aisance** » en déclarant : « *Notre objectif en première étape est d'établir, en 2000, une société de moyenne aisance.* » Le XII^{ème} Congrès du Parti communiste chinois a cité officiellement ce concept et l'a considéré comme l'objectif stratégique de la fin du XX^{ème} siècle. Par « société de moyenne aisance », il était entendu **qu'à partir de la nécessité de pouvoir manger normalement à sa faim et d'être vêtu chaudement, la qualité de vie de la population devrait s'élever considérablement et atteindre un niveau relativement élevé.** L'objectif d'ensemble pour réaliser totalement le projet de « société de moyenne aisance » implique que le PIB puisse doubler par rapport à l'année 2000, l'industrialisation soit réalisée et la puissance nationale s'inscrire dans les trois premiers au classement des puissances mondiales tout en réalisant un cercle vertueux du développement durable (sic).

Pour se faire, la Chine s'est engagée dans trois décennies de réformes en trois phases :

- de 1978 à la répression du soulèvement de Tian'anmen de 1989, les principales réformes portent sur l'agriculture avec **création d'organisations**

hybrides collectivités rurales / initiatives privées ; sur l'industrie avec **émergence d'une économie mixte faisant coexister une sphère d'économie planifiée et une sphère d'économie marchande** essentiellement de micro-entreprises (*getibu*) ; sur **l'amélioration de la productivité du secteur public en développant l'autonomie de gestion** ; et surtout, sur **l'ouverture de la Chine aux produits, techniques et capitaux étrangers à travers l'établissement de Zones Economiques Spéciales (ZES)** dans les provinces côtières ; le succès provoque toutefois de nombreux phénomènes de déstabilisation économique, ainsi que des résistances parmi les éléments les plus conservateurs du Parti communiste comme parmi les ouvriers d'État lésés dans leurs priviléges ou les bureaucrates menacés dans leurs prérogatives, avec récupération des frustrations par des adeptes de la libéralisation des institutions, d'où les événements de Tian'anmen et la reprise en main par les conservateurs du Parti qui écrasent les manifestations (on sait maintenant qu'il y a eu 3 000 morts, principalement parmi les visiteurs chinois de la place Tian'anmen et non pas parmi les étudiants) et gèlent les réformes pendant 3 ans ;

- la réforme reprend à l'initiative de Deng Xiaoping en 1992, mais **avec le souci de préserver le pouvoir du Parti**, avec instrumentalisation des mécanismes du marché au service du régime communiste, **affirmation que l'économie de marché n'est pas incompatible avec le socialisme et création de la formule désormais célèbre de l' « économie de marché socialiste »** ; en parallèle à une réforme du système bancaire, la période est marquée par le désengagement de l'Etat de 130 000 petites et moyennes entreprises, avec création de PME à capitaux privés et la réorganisation des 10 000 entreprises d'Etat les plus prospères, les dégageant de leur responsabilités sociales d'unités de travail (*danwei*) et des coûts y afférant ;
- la troisième phase de cette période de rattrapage s'ouvre avec **l'accession de la Chine à l'OMC en 2001** qui oblige le pays à de nouvelles réformes en matière de droit des affaires et à la levée des restrictions en matière d'investissements étrangers ; **la période est marquée par la priorité donnée à l'urbanisation et à l'industrialisation**, avec pour résultat un réel bon en avant de l'économie chinoise avec des taux de croissance du PIB dépassant 10 %, des échanges extérieurs augmentant de 30 % par an, des investissements étrangers dépassant les 100 milliards de dollars par an et le développement des premiers investissements de grandes entreprises industrielles et financières chinoises à l'étranger.



Le repli sécuritaire de la « troisième génération » d'hommes du PCC

C'est pourtant à cette même époque de succès économique et financier sans précédent que le Président Jiang Zemin, qui a succédé à Deng Xiaoping en 1992 en tant que Président, avec Li Peng puis Zhu Rongji, successivement, comme Premiers Ministres, effectue un **repli sécuritaire**, accentue la répression des dissidents et proclame hors la loi la secte Falun Gong.

Sous l'impulsion de Jiang Zemin, le PCC est engagé dans un processus de régénération de la doctrine communiste chinoise à la nouvelle situation économique, mettant l'accent sur trois points :

- **l'intégration, selon la théorie dite des « Trois Représentativités », des nouvelles forces montantes (entrepreneurs privés, managers, techniciens spécialisés, etc.)** dans le Parti ; cette théorie explicite les trois catégories que le PCC se doit de représenter : les forces productives les plus avancées (privé compris), la culture chinoise moderne (scientifiques et techniciens inclus) et le « peuple tout entier » (ce qui relègue aux poubelles de l'idéologie de la lutte des classes). Les trois représentations sont interprétées comme un moyen pour le PCC d'intégrer les élites économiques issues de la libéralisation de 1978 dans l'appareil du PCC. La théorie est ensuite inscrite dans les statuts du PCC lors du XVI^{ème} Congrès en novembre 2002 et dans la constitution nationale en mars 2003 ;
- **l'élaboration d'une nouvelle morale sociale après l'effondrement de l'idéologie maoïste** ;
- **enfin, l'intensification de la lutte contre la corruption.**

Concernant ce dernier point, plusieurs hauts fonctionnaires et des personnalités politiques au plus haut niveau en font les frais, notamment lorsqu'éclate, en 2000, autour du groupe industriel YUANHUA de l'homme d'affaires Lai Changxing, le plus gros scandale politico-financier de ces dernières années.

Sur le plan extérieur, le régime enregistre des déconvenues mais aussi quelques succès non négligeables.

Après la génération Mao, celle de Deng Xiaoping et celle de Jiang Zemin, c'est la « quatrième génération » de Hu Jintao qui accède au pouvoir comme Président, avec Wen Jiabao pour Premier Ministre.

La nouvelle équipe dirigeante hérite d'une situation intérieure tendue – chômage persistant, inégalités sociales et régionales accrues, doléances paysannes et ouvrières –, créée par la politique libérale de leurs prédécesseurs ; elle maintient pour objectif la prospérité et le développement, **mais infléchit les moyens d'y parvenir en s'assignant pour mission le rétablissement de l'équité et de la justice sociale.**

Ayant tous deux mené leur carrière d'apparatchik en Chine rurale, Hu Jintao et le Premier Ministre Wen Jiabao forment un tandem sensible aux questions d'aménagement du territoire et de redistribution des revenus.

Ainsi, ils sanctionnent en 2004, à l'écoute d'un fort mécontentement social porteur d'une vigoureuse revendication d'un État de Droit, l'engagement irresponsable des cadres locaux dans une croissance effrénée et annoncent une **réorientation vers la « qualité de la croissance »**, assortie d'une série de mesures au profit des campagnes (allégement de la surcharge fiscale et suppression des abus dans les expropriations dont sont victimes les paysans).

Lors du 6^{ème} plénum du XVI^{ème} Congrès du PCC (8-11 octobre 2006), le Président Hu Jintao, promet l'**« harmonie sociale » contre les inégalités et la corruption.**

Au plan politique, le numéro un chinois entend **régénérer le Parti en y insufflant davantage de démocratie interne (des candidats indépendants peuvent désormais se présenter aux scrutins renouvelant les assemblées populaires des districts) et apporter plus de transparence dans le fonctionnement de l'administration**, comme l'illustre, par exemple, le limogeage de fonctionnaires pour avoir dissimulé l'ampleur de l'épidémie de SRAS.

La société civile chinoise acquiert une autonomie certaine dans le domaine de la sphère privée (accès à Internet, liberté de voyager et d'étudier à l'étranger, liberté d'entreprendre et de s'enrichir) ; la protection de la propriété privée est inscrite dans la Constitution amendée en mars 2004.

Pour autant, l'État détient toujours le monopole de l'activité politique et exclut toute émergence de contre-pouvoirs indépendants (justice, presse) ou toute expression de dissidence ou de contestation : une cinquantaine de cyber-dissidents sont condamnés pour « *subversion du pouvoir de l'État* » ; la commémoration du 15^{ème} anniversaire du massacre de Tian'anmen est interdite.

En dépit d'un amendement constitutionnel adopté en 2004 et précisant que « *l'État respecte et garantit les droits de l'homme* », les violations demeurent légion : exaspérés, des militants des droits de l'homme lancent des grèves de la faim en février 2006.

Le 15 mars 2008, Hu Jintao est sans surprise massivement réélu à la tête de l'État par les délégués de l'Assemblée Nationale Populaire (ANP). Son dauphin, Xi Jinping, est élu Vice-Président ; le lendemain, le Premier Ministre Wen Jiabao est reconduit, pour un nouveau mandat de cinq ans.

En 2008, peu de temps après sa réélection, Hu Jintao reconnaît qu'il existe des problèmes économiques de fond en Chine, cause d'un « *développement instable, déséquilibré, non coordonné et non durable* » :

- il définit le « *développement instable* » comme le résultat d'investissements en surchauffe, un crédit et des liquidités excessives, et un commerce extérieur trop excédentaire ;
- le « *développement déséquilibré* » est décrit comme le résultat des disparités économiques et sociales entre les zones rurales et urbaines et entre les régions du pays ; il est à noter que cadres et ouvriers de l'industrie bénéficient maintenant d'une protection sociale et d'une retraite, alors que ce n'est pas le cas des paysans indépendants ; l'éducation est aussi le parent pauvre des régions agricoles avec maternelles inexistantes et classes primaires et secondaires à 50-70 élèves par classe, ce qui est plus rare en zone urbanisée ;
- le « *développement non coordonné* » est décrit comme le manque d'équilibre entre les différents secteurs de l'économie (en particulier en ce qui concerne le secteur des services) et entre l'investissement, les exportations et la consommation intérieure, la croissance économique étant principalement tirée par l'investissement et les exportations plutôt que par la demande des consommateurs ;
- enfin, « *le développement non durable* » couvre les problèmes causés par une utilisation inefficace de la Chine de l'énergie et des ressources et par l'incapacité à protéger l'environnement.

Affectée par la crise économique internationale, la Chine craint que la baisse de la croissance entraîne une fragilisation de son ordre social, alors que son discours sur les droits de l'homme a pour habitude de valoriser les acquis macro-économiques remarquables au détriment des droits politiques.

La hausse du chômage, conjuguée à des scandales comme celui du lait contaminé à la mélamine qui a affecté 300 000 enfants et en a tué 6, l'absence de débouchés pour les jeunes diplômés ou encore le retour des paysans dans les campagnes qui ont migré dans les villes et sont devenus des ouvriers licenciés (les *mingong*, paysans-ouvriers), affectant 100 à 150 millions de personnes, sont autant de facteurs susceptibles de mettre à mal la stabilité sociale.

Pour y faire face, les autorités chinoises mettent en œuvre une réforme du secteur rural, relativement limitée, mais qui a pour objectif d'accroître les droits des paysans

sur leurs lopins de terres (ils pourront notamment le louer pendant qu'ils essaieront de faire fortune en ville) et élèvent le seuil de pauvreté officiel de manière à ce que plus de 40 millions de personnes (contre moins de 15 millions auparavant) puissent bénéficier des aides de l'État.

En matière de politique étrangère : paix, coopération, développement sont les leitmotiv de la quatrième génération.

A cet effet, entendant participer à l'élaboration d'un monde multipolaire, au sein duquel elle chercherait à rayonner, non à dominer, la Chine de Hu Jintao centre sa diplomatie sur les thèmes de paix, de coopération et de développement (**le soft power**).

Peu après son avènement, la « quatrième génération » annonce ainsi sa doctrine stratégique : « **non à l'hégémonisme, non à la politique de la force, non à la politique de blocs, non à la course aux armements** » (avril 2004).

Dans cet esprit, elle prône un objectif de réunification pacifique à long terme (qui préside à sa politique vis-à-vis de Taïwan) et se mobilise sur des dossiers internationaux (tels les pourparlers avec la Corée du Nord).

À la différence de son prédécesseur, Jiang Zemin, qui privilégiait la relation sino-américaine, **Hu Jintao regarde davantage vers l'Europe, l'Asie et l'Afrique**.

Sous la houlette de la « quatrième génération », **la diplomatie chinoise se manifeste par un pragmatisme entièrement au service des intérêts nationaux**.

Dans cette optique, l'action extérieure chinoise passe par la recherche de partenaires offrant de nouveaux débouchés à ses exportations, le dialogue resserré avec les « pays riches » (participation de la Chine au G 8, juin 2003) et la diversification de ses sources d'approvisionnements en énergie et en matières premières.

Cette dernière motive notamment sa politique de rapprochement en direction de l'Afrique où la Chine effectue une percée diplomatique en 2006, année du premier sommet Chine-Afrique et où Hu Jintao effectue une visite en février 2009 (Mali, Sénégal, île Maurice) afin d'y réaffirmer ses engagements en terme d'aide pris au sommet de 2006, malgré la crise économique ; elle le fait aussi à l'adresse de l'Amérique latine (ses trois principaux partenaires sont le Brésil, le Mexique et le Chili), de l'Asie centrale et de la Russie.

Le nouveau leadership de la « cinquième génération »

En 2013, alors que la Chine est « **entrée dans une phase décisive pour mener à terme la construction in extenso de la « société de moyenne aisance »** », le Président nouvellement élu, Xi Jinping, avec son Premier Ministre, Li Kejiang, ne dérogent pas à la coutume des dirigeants chinois nouvellement élus d'imprimer leur marque en forgeant leurs propres principes directeurs à l'instar de l'**« économie socialiste de marché »** de Deng Xiaoping et des « **trois représentativités** » de Jiang Zemin : le « **rêve chinois de renaissance** » figure ainsi parmi les mots d'ordre qui apparaissent désormais de manière récurrente dans leurs discours et dans les médias.

D'emblée confronté au « rêve américain », le « rêve chinois » fait l'objet d'interprétations diverses,

- les unes reprenant la version rassurante du PCC : la construction d'une société prospère et modernisée dans le cadre d'un « État de droit » rénové,
- les autres, mettant plutôt en avant le nationalisme et la quête de puissance qui l'inspirent.

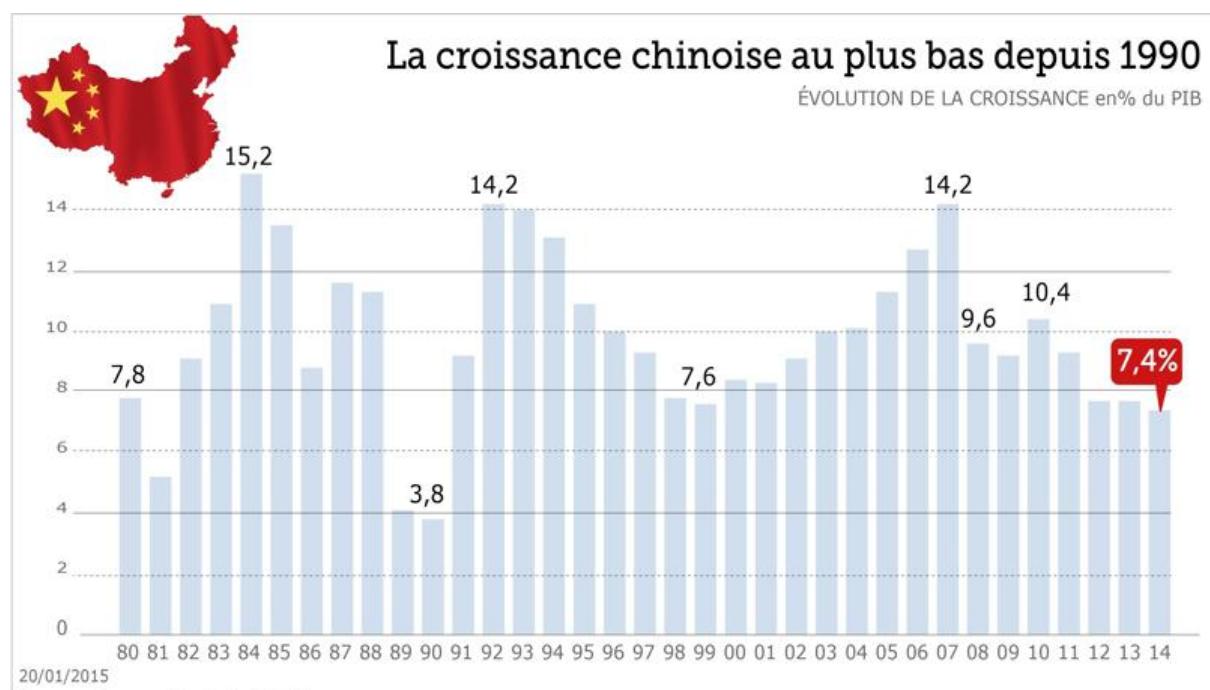
Mais en aucun cas, il n'est mentionné dans les affirmations des nouveaux dirigeants une quelconque transition du « communisme » vers le « capitalisme », fut-il « d'Etat ».



Où en est la Chine actuellement ?

Ce grand dessein de « **rêve chinois** » est affirmé alors que la Chine est parvenue à un moment charnière de son spectaculaire développement : devenant la deuxième économie mondiale, elle doit affronter cependant une série de difficultés.

Au premier rang desquelles **le tassement relatif de la croissance** : moins de 8 % depuis 2011 contre plus de 10 à 14 % dans les années précédant la crise de 2008-2009 et peut-être même 6 % ou moins en 2015 ; ensuite, **d'importants déséquilibres entre les provinces orientales de la façade maritime et les régions du Centre et de l'Ouest**, des **niveaux de pollution préoccupants** ; et un mécontentement croissant face notamment à la **corruption rampante de ses élites**.



Aussi est-ce tout d'abord à ce fléau de la corruption que Xi Jinping s'attaque afin de combler le fossé entre l'État et la population et remobiliser cette dernière derrière son programme de réformes. Certains procès sont fortement médiatisés comme ceux de Liu Zhijun, ancien ministre des chemins de fer en juillet 2013 et surtout, en août 2014, de Bo Xilai, ancien Secrétaire du Comité du Parti communiste chinois pour la municipalité de Chongqing et membre du Bureau Politique du Comité Central du PCC, diffusé sur le réseau social Weibo. Cette campagne, qui prend une ampleur nécessitant la création d'une nouvelle agence anticorruption, permet aussi à Xi Jinping de renforcer son pouvoir au sein de l'appareil du Parti et de l'État, et de resserrer son emprise sur l'armée dont certains dignitaires sont également visés.

Parallèlement, une nouvelle discipline est exigée des cadres du Parti : cette « ligne de masse », lancée en juin 2013 et visant un rapprochement avec le peuple, implique

une réduction du train de vie des dirigeants (contre l'« hédonisme » et l'« extravagance ») et la lutte contre le « formalisme » et la bureaucratie.

Ces mesures contribuent à la popularité d'un Président affublé du surnom de « **tonton Xi** » (Bà Xi, pour les chinois), dont la volonté réformatrice trouve toutefois ses strictes limites en matière de liberté d'expression. Si les camps de rééducation par le travail (*laogai*) sont officiellement abolis en décembre 2013, la **résurgence d'une propagande contre la propagation des valeurs occidentales** ressort des mesures adoptées contre les intellectuels et les artistes chinois, ainsi que des recommandations du Chef de l'État telles que l'appel au « *patriotisme artistique* » lancé en octobre 2014.

Ce rappel à l'ordre et cette reprise en main ont notamment lieu pendant le mouvement de contestation en faveur de la démocratie qui se développe à Hong Kong entre les mois d'octobre et de décembre 2014.

« Parvenir à une relation saine entre le gouvernement et le marché permettant à ce dernier d'occuper une position décisive dans la répartition des ressources et au gouvernement de jouer un meilleur rôle » : telle est la nouvelle ligne directrice adoptée par le Comité Central du PCC en novembre 2013.

L'assouplissement des règles administratives, l'ouverture progressive du marché financier chinois, le lancement d'une réforme des entreprises publiques, la création de nouvelles zones économiques spéciales dont la zone de libre-échange de Shanghai inaugurée en septembre 2013, sont ainsi parmi les réformes structurelles préconisées par la nouvelle direction.

Si Xi Jinping hérite de la politique extérieure de ses prédécesseurs, **l'établissement de relations extérieures dictées par le principe « gagnant-gagnant » est devenu le leitmotiv de la diplomatie chinoise.**

Sans rien céder quant à ses intérêts stratégiques, la Chine entend apaiser les craintes ou les méfiances de certains États, plus particulièrement de ses voisins d'Asie du Sud-est et de ses partenaires de la région Asie-pacifique. Un exercice pour l'heure encore rhétorique, auquel se livre le Président chinois notamment à l'occasion du sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) qu'il accueille à Pékin en novembre 2014.

Si les contentieux commerciaux et politiques concernant les zones de libre-échange concurrentes prônées par Pékin et Washington ou la souveraineté sur la mer de Chine restent pendus, Xi Jinping veut aussi séduire de nouveaux partenaires par ses ambitieux projets, nés en 2011 et réaffirmés en 2013, de « **Ceinture économique de la Route de la soie** » et de « **Route de la soie maritime du XXI^{ème} siècle** ». Impliquant de nombreux États, ce vaste programme d'infrastructures est un moyen de consolider les liens avec l'Asie centrale et la Russie – avec laquelle les relations sont resserrées à la fois sur les plans diplomatique (dossier syrien) et économique (accords gaziers) – tout en nouant d'autres au Proche-Orient ainsi qu'en Europe centrale et orientale.

Où va la Chine, politiquement, économiquement et socialement ?

Pour le savoir, il est intéressant de relire quelques documents importants émanant de l'administration chinoise.

C'est d'abord, le **12^{ème} Plan quinquennal (2011-2015)** qui met l'accent sur :

- la réalisation d'un taux de croissance moyen du PIB réel de 7% avec objectif de croissance des revenus supérieure ;
- la consolidation des secteurs inefficaces et la promotion de l'industrie des services ;
- **le développement de nouvelles industries et technologies** telles que : biotechnologie, nouvelles énergies, fabrication de matériel de high-tech, économies d'énergie et protection de l'environnement, véhicules à énergie propre, nouveaux matériaux, technologies de l'information de la prochaine génération, etc., **avec une injection de 2 100 milliards de dollars** ;
- l'accueil de l'investissement étranger dans l'agriculture moderne de haute technologie et les industries de protection de l'environnement ;
- **l'augmentation des dépenses de R&D pour atteindre un minimum de 2,2 % du PIB avec développement des pôles universitaires de recherche et de développement** ;
- la recherche et développement de combustibles non fossiles ;
- la réduction de la consommation d'eau par unité de production industrielle à valeur ajoutée de 30%, de la consommation d'énergie par unité de PIB de 16%, et des émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB de 17% ;
- l'allongement de réseaux ferroviaires et autoroutiers à grande vitesse ;
- **l'augmentation du salaire minimum de pas moins de 13% en moyenne chaque année** ;
- la construction de 36 millions de logements abordables pour les personnes à faible revenu ;

C'est aussi un document détaillé publié par le Conseil d'Etat de Chine (l'organe exécutif suprême du pouvoir d'Etat) intitulé « Le Programme National à Moyen et Long Terme pour la Science et le Développement Technologique (MLP), 2006-2020, visant à moderniser la structure de l'économie de la Chine **en la transformant d'un centre mondial de fabrication à faible technologie à un centre majeur de l'innovation (en 2020) et en un chef de file mondial de l'innovation en 2050.**

Comme certains observateurs l'indiquent, **la Chine veut aller vers un modèle d' « innovation indigène », remplaçant le « made in China » par un « innovated in China »**, en réduisant considérablement la dépendance du pays des technologies étrangères.

Cela dit, donner plus de pouvoir aux universitaires chercheurs et ingénieurs dans le cadre de cette stratégie tournée vers l'innovation technologique, **c'est aussi pour le Parti augmenter son risque de faire face aux revendications d'élites instruites qui pourraient ne pas être aussi dociles que leurs parents et grands parents.**

Le Parti réaffirme aussi à cette occasion que **le marché a un rôle « décisif » dans l'allocation des ressources et que « le droit de propriété publique et non-publique sont des éléments clés de l'économie socialiste de marché de la Chine ».**

On y trouve aussi des mesures telles que **le droit donné aux entités non publiques à investir dans les entreprises publiques**, le perfectionnement du mécanisme de formation des prix par le marché, l'amélioration de la protection des droits de propriété intellectuelle, la mise en œuvre de nouvelles réformes financières et bancaires, la libéralisation des règles sur l'investissement étranger et la création nouvelles zones de libre-échange et, globalement, l'amélioration du contrôle macro-économique sur l'économie tout en réduisant la participation du gouvernement dans des opérations de marché, etc... toutes mesures à fort relent d'économie libérale, propre au capitalisme.

Des premières esquisses du **13ème Plan quinquennal (2016-2020)** rapportées par l'Ambassadeur Cheng Tao, Vice-Président de l'Institut de Politique Etrangère du Peuple Chinois, dans sa conférence intitulée : « Regard sur la Chine et le monde après 2020 » laissent entendre que l'objectif de la Chine est **de devenir d'ici le milieu du XXI^{ème} siècle un pays moderne socialiste prospère, harmonieux et hautement civilisé, en permettant aux chinois, non seulement d'être plus riches, mais aussi d'avoir une meilleure éducation, un travail plus stable, des rémunérations plus satisfaisantes, une protection sociale plus fiable, des soins médicaux d'un niveau de meilleure qualité, des conditions de logement plus agréables, un environnement plus beau et une plus grande liberté et une vie plus heureuse.** Selon des estimations optimistes mais prudentes, à la fin du 13^{ème} Plan quinquennal, en 2020, le PIB global chinois pourrait doubler par rapport à 2010 pour atteindre plus de \$14 000 milliards de dollars, avec un PIB par tête à \$10 000 (contre 313 en 1980 et 7 000 en 2014).

L'auteur indique toutefois qu'une condition nécessaire à cette réalisation est le **maintien de la stabilité politique et la soutenabilité du développement économique en Chine**. Autrement dit : **pas de changement de régime en vue, pas de libéralisation ou de démocratisation pouvant être à l'origine de phase de transition de troubles et un strict maintien du socialisme (le terme communiste n'est plus mentionné)**, mais pour autant le terme « capitalisme » n'est pas introduit).

A noter, enfin, que, pour les historiens et politiques chinois, **la croissance actuelle de la Chine s'inscrit dans un cycle historique de 300 ans de 1830-2130** : après le pic de la puissance chinoise de 1830, époque à laquelle la Chine était la première économie mondiale, il y a eu le déclin issu des guerres de l'opium et de l'intervention des puissances étrangères (1839-1949), **puis la reconstruction et son retour au statut de première puissance mondiale (1949-2030), période qui sera suivie par un nouveau siècle d'or (2030-2130) de domination absolue du monde.**

Pour les chinois, cette appréhension de l'histoire est très importante, et elle imprègne non seulement les discours des dirigeants, mais aussi l'inconscient collectif des chinois.

Comment les Occidentaux jugent la Chine et voudraient qu'elle se comporte ?

Pour répondre à cette question, je me référerai d'abord à la thèse du sinologue, Marie-Claire BERGERE, professeur des Universités, dans ses ouvrages « Capitalisme et capitalistes en Chine » et surtout « Chine, le nouveau capitalisme d'Etat »

L'auteur a choisi de démonter un mythe qui a la peau dure : « la Chine se serait convertie au capitaliste, en sous-entendant qu'elle finirait ainsi par évoluer vers la démocratie à l'occidentale. »

Elle relève que, contrairement à ce que beaucoup pensaient, **le grand vainqueur est ce capitalisme d'Etat**, né sur les décombres de l'échec de l'économie dirigée de l'ère maoïste, sous l'ère de Deng Xiaoping et de ses successeurs, **mais pas la démocratie**.

Quand Pékin fermait des milliers d'entreprises, licenciait massivement les ouvriers des grands complexes industriels du nord-est de la Chine, privatisait à tour de bras, il ne liquidait pas les entreprises publiques pour développer les entreprises privées, mais faisait du darwinisme économique : les plus fortes ont survécu et ont prospéré. C'est en particulier **ces quelques 120 à 170 entreprises publiques géantes, directement gérées par le pouvoir central**, aux actifs totalisant plusieurs centaines de milliards de dollars. Elles constituent autant de « champions nationaux » dans leurs secteurs à concurrence limitée (banque et finance, télécoms, énergie, pétrochimie, industrie lourde, transports, travaux publics, etc.), en train de devenir aussi des multinationales, présentes dans 180 pays du monde.

Leurs dirigeants sont aussi des cadres du Parti, parfois membres du Comité Central, leurs carrières dépendent autant de leurs résultats financiers que de leur loyauté politique, et ils peuvent se retrouver dans l'appareil d'Etat sur simple décret. Marie-Claire Bergère raconte :

« Sur leur bureau, l'ordinateur trône près du téléphone rouge : le premier leur permet de suivre l'évolution des cotations en Bourse, et le second de rester en contact avec les hiérarques du Parti et du Gouvernement. Ils gardent ainsi un œil fixé sur le succès de leur entreprise et l'autre sur leurs perspectives de promotion bureaucratique ou politique. »

La part de ce secteur public dans le PIB chinois a dramatiquement diminué en trente ans, passant de 90 % à 30 %. Mais c'est l'épine dorsale de l'expansion économique chinoise, nationale et internationale, dont le poids a de surcroît été renforcé par les différents plans de relance du gouvernement depuis la crise de 2008-2009.

Quant au **secteur privé**, il a certes énormément progressé depuis trente ans, bénéficiant notamment de la **légalisation de son existence**, mais il est loin de lutter à armes égales avec le secteur public. L'accès au crédit lui est plus difficile, la Bourse lui est quasiment fermée, et il n'est pas à l'abri de l'arbitraire en l'absence d'une justice indépendante. Résultats, selon Marie-Claire Bergère :

« Pour remédier à leur vulnérabilité, beaucoup d'entreprises privées cherchent à se

rapprocher du pouvoir. Les plus prospères sont, en effet, celles dont les dirigeants ont les meilleures relations avec les autorités, celles qui ont à leur tête des cadres, ex-cadres ou parents de cadres, agissant à titre individuel, tout en bénéficiant de leurs relations officielles. »

Là où les analystes occidentaux les plus naïfs pensaient voir émerger une « bourgeoisie » chinoise autonome, susceptible de rivaliser avec le Parti communiste, a émergé une nouvelle catégorie de « clients » du Parti, **dont ce dernier prend bien soin d'éviter qu'elle puisse s'organiser de manière indépendante. Donc, un capitalisme de connivence, teinté de népotisme et de corruption à tous les niveaux.**

Reste une troisième catégorie, **la zone grise**, celle de ces entreprises dont on ne sait plus si elles sont publiques ou privées, **tant les zones d'opacité sont grandes**. Exemple typique : l'équipementier télécoms HUAWEI, objet de nombreuses polémiques à l'étranger, qui a connu une croissance fabuleuse en jouant de son statut ambigu et du soutien discret, mais efficace, de l'Etat et du Parti.

Cette déconstruction du mythe du capitalisme chinois par Marie-Claire Bergère a au moins le mérite de recadrer l'analyse : le PCC reste fermement aux commandes de l'économie chinoise, au moment où elle devient progressivement la première au monde. C'est sans précédent, et cet étatisme donne à l'émergence chinoise au XXI^e siècle toute sa force et sa singularité, y compris par rapport aux autres pays émergents.

Marie-Claire Bergère en conclut très clairement que : « **Non, la Chine communiste n'est pas réellement devenue capitaliste à l'Occidentale, mais la toute puissance du Parti aux commandes de l'économie lui donne un caractère de capitalisme d'Etat sans ouverture vers la démocratie, ni développement d'une bourgeoisie libérale capable de lui imposer la démocratie.** »

Ce qu'en dit l'économiste socialiste américain, militant syndical, Dan La Botz dans un article intitulé : « Chine : du communisme bureaucratique au capitalisme bureaucratique » est tout autre, bien qu'il utilise lui aussi le terme de « capitalisme » mais associé à « bureaucratique ».

L'auteur voit en effet **l'utilisation du Parti communiste et de l'Etat par un clan de capitalistes bureaucratiques**, dont de nombreux petits princes, ou des fils des fondateurs du gouvernement de la Chine communiste, pour contrôler les entreprises capitalistes, pour exploiter les travailleurs et pour faire des profits qui constituent la caractéristique principale du capitalisme émergeant chinois d'aujourd'hui.

Le leadership émergent des petits princes ne cherchera pas à changer quoi que ce soit de fondamental, **mais oeuvrera plutôt à préserver et à étendre le pouvoir et les priviléges de leur classe.**

Dan Le Botz de citer le New York Times : « *Les petits princes ne sont pas une faction politique cohérente, et leurs rangs sont en proie à des rivalités personnelles et idéologiques. Leurs liens familiaux peuvent signifier une plus grande familiarité avec l'exercice du pouvoir et encourager des changements audacieux. Dans le même temps, cette classe a connu une croissance de richesses de l'économie politique de la*

Chine ; les responsables et les entreprises publiques travaillent ensemble pour tirer des profits, souvent au détriment de l'entrepreneuriat privé. Même les princes qui soutiennent la libéralisation de l'économie ou le système politique croient encore à la primauté du Parti, et leur pression pour différentes réformes est perçue comme un effort visant à assurer la survie du Parti. »

Xi Jinping et les autres dirigeants sont profondément engagés à poursuivre le développement capitaliste dirigé par l'État qui non seulement leur a donné un pouvoir énorme, mais en plus a fabuleusement enrichi un grand nombre d'entre eux. Le PCC, dirigé maintenant par Xi Jinping, représente le gardien de la puissance économique et politique de cette nouvelle classe dirigeante.

La domination de ce groupe pour la prochaine décennie, sauf imprévu, signifie qu'un virage vers un modèle capitaliste plus occidental, mais où des réformes démocratiques et une transformation socialiste de la société par « en-haut », ne sont pas à l'ordre du jour.

La démocratie et le socialisme viendront en Chine par « en bas », ou ils ne viendront pas du tout. Même s'il y a eu 100 000 émeutes, grèves et autres protestations de centaines de milliers de travailleurs, de paysans, et autres, ceux-ci n'ont pas encore été en mesure de gagner le droit de former des syndicats indépendants ou d'autres organisations indépendantes. La lutte pour la démocratie en Chine est susceptible d'être longue, mais pour que cette lutte soit menée efficacement, il faut qu'une lutte pour le socialisme s'ouvre simultanément, comme le comprennent maintenant certains intellectuels et travailleurs chinois.

Et Dan La Botz de conclure : « **La société « socialiste démocratique » que les militants chinois envisagent sera l'œuvre non pas du PCC, mais du peuple lui-même.**

Par contre, un autre américain, Wayne M. Morrison, Conseiller Economique auprès du Congrès américain, dans son rapport d'octobre 2014 intitulé « China's Economic Rise : History, Trends, Challenges, and Implications for the United States » **ne rentre pas dans le jeu de savoir si la Chine est encore communiste ou est devenue capitaliste.**

Il se contente de mentionner que les autorités chinoises affirment que la Chine est une « **économie socialiste de marché** » et de noter que cela semble indiquer que **le gouvernement accepte et permet l'utilisation de l'initiative privée du marché dans un certain nombre de domaines pour contribuer à la croissance de la économie, mais que le gouvernement continue de jouer un rôle majeur dans le développement économique du pays.**

Et de là, d'analyser les forces et faiblesses de l'économie chinoise actuelle avec un besoin encore extrêmement important de faire des réformes majeures de son économie pour en régler les défauts tels que de **trop de dépendance de l'investissement fixe et de l'exportation pour sa croissance économique, des inefficacités considérables qui existent dans de nombreux secteurs** (principalement en raison des restes des politiques industrielles planifiées des premiers gouvernements), **trop d'épargne de la population et pas assez de**

consommation intérieure, un système monétaire et bancaire mal adapté, la pollution et l'inégalité croissante des revenus, pour ne nommer que quelques-uns.

Beaucoup de problèmes et de défis économiques de la Chine proviennent de **sa transition incomplète à une économie de marché libre et de déséquilibres** qui ont résulté de l'objectif de la croissance économique à tout prix du gouvernement.

En conclusion, des visions différentes (qui peuvent être utilement complétées par celles de la bibliographie de la page 33), mais un point commun : **le reconnaissance de la toute puissance du Parti communiste dans la conduite volontariste et musclée de l'économie.**



La Chine peut-elle offrir un nouveau modèle de développement ?

L'idée d'un modèle chinois n'est pas née en Chine, mais en Occident où l'expression de « **consensus de Pékin** » a été introduite par les économistes John Ramo en 2004, puis par Stefan Halper qui qualifie au passage le régime chinois d'*« autoritarisme de marché »* ou de *« capitalisme illibéral »*.

L'existence même d'un modèle chinois a fait, depuis, l'objet de nombreux débats qui, d'Occident, se sont propagés en Chine, dont celui qui suit, rapporté par Marie-Claire Bergère. Le modèle chinois n'a pas de fondement théorique, il est né d'un constat : celui de la réussite d'un vaste pays qui en trois à quatre décennies s'est imposé comme grande puissance mondiale, a sorti sa population de la pauvreté, et s'est fait une place de premier rang sur la scène internationale. **Ce modèle se ramène à des prescriptions pragmatiques, à un ensemble de recettes propres à accélérer le développement économique tout en sauvegardant l'ordre politique et social, ainsi que la tradition culturelle en place.** Bien qu'un tel modèle semble concerner au premier chef les pays en quête de développement, il remet aussi en cause la vision que l'Occident avait de lui-même, de l'évolution du monde et des rapports entre individus, société et Etat.

Sa principale originalité préside dans la dissociation qu'il opère entre l'économie de marché et institutions démocratiques car la Chine a bien poursuivi une réforme qui libère certains mécanismes de marché, mais elle a maintenu en place un régime politique autoritaire bien éloigné de la démocratie.

Amené à reconnaître l'efficacité d'une telle formule, l'Occident s'interroge sur son monopole de la modernité qu'il pensait détenir jusqu'alors. L'émergence du « modèle chinois » (ou « consensus de Pékin ») a coïncidé en effet avec la crise que traverse, au début du XXI^{ème} siècle, le « **consensus de Washington** ». Bien que l'expression « consensus de Washington » date de 1989, le concept a commencé à se construire à partir des années 1970, quand, à l'interventionnisme d'Etat prôné par Keynes, succède le néo-libéralisme de Milton Friedmann. S'inscrivant dans le sillage d'Adam Smith, celui-ci associe à ses préconisations économiques sur le libre jeu du marché **une philosophie politique qui donne à la liberté individuelle – garantie par des institutions démocratiques – priorité sur la recherche d'un bien commun confié à un parti unique ou à un État autoritaire.**

La nécessaire association entre libertés économiques et libertés politiques via la démocratie devient alors un axiome qui se posent aux administrations et gouvernement d'Occident. Des organisations multinationales telles que le FMI ou la Banque mondiale en font **le principe directeur de leur politique d'aide au développement des pays du Sud**. L'assistance et les crédits qu'ils accordent à ces pays sont subordonnés à l'application de programmes structurels d'ajustement prévoyant réformes démocratiques, dérégulation de l'économie, libéralisation douanière, ouverture aux investissements directs étrangers, etc. À côté des succès qui ont souvent été les siens dans la lutte contre l'hyperinflation et la pauvreté, une telle politique entraîne spéculations, hausses du coût de la vie, chômage, déséquilibre de la balance commerciale, etc... et soulève de violentes protestations

populaires dans les pays qui en ont fait les frais (Argentine, Algérie, par exemple). Les élus de ces pays s'indignent de leur côté de ce que l'Occident leur interdisent les pratiques – protectionnisme, subventions étatiques – qui ont pourtant grandement favorisé l'industrialisation de l'Europe et des Etats-Unis du XVII^{ème} au XX^{ème} siècle.

L'effondrement du camp socialiste d'URSS en 1989 a, en sus, pour les tenants du « consensus de Washington », installé la démocratie comme le seul système politique compatible avec la poursuite de la modernisation économique et fait triompher le mythe d'un libéralisme pur, abstrait, pouvant être coupé de ses racines historiques et culturelles, vers lequel ne pourraient que converger toutes les évolutions des pays en voie de développement ou en sortie de crise.

Les mêmes pensent que le capitalisme « illibéral » pratiqué par certains régimes autoritaires et interventionnistes d'Asie orientale – Japon, Corée du Sud, Taïwan, Singapour – ne contredit pas le « consensus de Washington ». Au contraire, puisqu'une fois un certain niveau de développement économique atteint, ces régimes se sont démocratisés et sont devenus des fleurons du capitalisme.

C'est pourtant l'exemple du développement chinois fondé sur une relative libéralisation économique, mais sur le maintien d'un régime politique autoritaire et volontariste, sans beaucoup de place à la démocratie et aux libertés individuelles qui risqueraient de contrarier l'action du PCC au pouvoir, qui va saper l'idée de la convergence et dresser le « **consensus de Pékin** » face à celui de **Washington**.

L'idée est avancé, notamment lors du Forum économique de Davos en 2012, que la Chine pourrait offrir à certains pays en cours de modernisation un modèle plus satisfaisant que celui proposé par l'Occident : un modèle efficace sur le plan économique, **plus réactif** que le capitalisme libéral et les institutions démocratiques de l'Occident avec leur processus complexe de décision et, en même temps, plus respectueux des cultures, traditions et de l'indépendance des uns et des autres.

Le modèle séduit notamment en Afrique, où la confiance se fonde sur l'idée que la Chine, autre victime du colonialisme, est elle-même un pays en voie de développement capable de comprendre les besoins de ses partenaires africains et d'y pourvoir dans un esprit de solidarité.

L'idée demeure toutefois toujours très controversée, notamment de par la destruction de l'environnement en Chine et l'aggravation des inégalités sociales engendrées par le rythme accéléré de la croissance chinoise sous l'action volontariste du PCC ; mais la crise de 2008 aidant, elle a fait son chemin.

Donner de l'argent, construire des ponts et des autoroutes ne suffit toutefois pas à établir la légitimité du modèle chinois qui demeure critiqué au nom de principes tels que les droits de l'homme, les libertés, la démocratie, etc. que l'Occident a fait rayonner, sinon respecter. La Chine qui se refuse actuellement de s'inscrire dans cette culture dominante, s'efforce donc de propager ses propres valeurs sous l'égide de Confucius (*soft power*) en même temps qu'elle dispense ses dollars.

Le modèle chinois suscite donc un intérêt nouveau, mais est toutefois loin de faire l'unanimité.

Quel Chine pour demain ?

L'importance prise par la Chine dans la vie économique et sur la scène politique internationale fait de cette question une interrogation essentielle non seulement pour les chinois, mais pour le reste du monde. Les incertitudes des économies contemporaines se conjuguent à l'opacité du régime de Pékin pour brouiller les perspectives. Les projections sont contradictoires, les hypothèses fragiles et les scénarios répondent parfois d'avantage aux vœux de ceux qui les bâtiennent qu'aux probabilités de l'évolution.

Parmi ces scénarios, l'un des plus souvent envisagés par les observateurs étrangers est celui de **la panne de croissance** qui viendrait ruiner et mettre fin au monopole du Parti communiste au pouvoir, en lui enlevant la légitimité qu'il a construite depuis 35 ans sur la promesse de richesse et de bien être de son peuple.

Cela dit, il ne faut pas oublier que 10 % de l'économie chinoise d'il y a 35 ans est un montant dérisoire par rapport à 6 % de l'économie chinoise d'aujourd'hui, et qu'on a changé d'ordre de grandeur : ce pourcentage s'applique désormais à une économie de 10 000 milliards de dollars, hors de proportion avec le PIB de moins de 500 milliards de 1979, dont le chiffrement n'a pas grand sens compte tenu de ce qu'il représentait. En outre, la croissance annuelle chinoise vaut actuellement 40 % de la croissance mondiale totale.

Le scénario de la panne complète de croissance est aussi peu vraisemblable compte tenu des investissements énormes d'infrastructures faits récemment par l'Etat inspiré par le PCC (réseau TGV de bientôt 18 000 km, aéroports et gares TGV gigantesques, autoroutes, 7 à 9 millions de nouveaux logements par an, villes nouvelles, etc...), du virage en cours de la politique industrielle vers des productions de qualité et de haute technologie et du potentiel de développement de nombreuses régions de Chine qui n'ont pas encore connu l'essor des zones côtières.

L'autre scénario serait celui **d'une nouvelle révolution chinoise et l'éviction du pouvoir du Parti communiste** : elle serait alimentée par la montée du mécontentement social résultant des inégalités face à la protection sociale, à la retraite et à l'éducation, la persévérance des dissidents, l'exemple des révoltes arabes, etc. Toutefois, l'histoire de la Chine a montré que les périodes d'affaiblissement du régime coïncidaient avec l'apparition de divisions au sommet du Parti et de l'Etat, ce que le régime est parfaitement rôdé à éviter (l'éviction de toutes les instances du Parti en 2012 de Bo Xilai, qui dérangeait par sa gestion trop autoritaire des problèmes sociaux, en est la preuve). Par ailleurs, les manifestations du peuple sont rarement nationales, mais locales résultant souvent de maladresses de cadres locaux du Parti, accusés de corruption, sans véritable mobilisation des cadres de l'économie et des intellectuels, souvent plus occupés à profiter des fruits de la croissance économique qu'à assumer les problèmes de leurs concitoyens moins nantis.

Si l'on écarte l'un et l'autre de ces scénarios, il ne reste à envisager que **le maintien, non sans quelque mutation, du régime autoritaire**. C'est aujourd'hui le plus plausible. Il semble validé par la capacité des dirigeants chinois à conjuguer la

répression brutale et une flexibilité autorisant de recul temporaire, des concessions limitées, des promesses tenues, et parfois de véritables réformes. Cette double stratégie permet au régime d'échapper à l'immobilisme sans courir le risque d'être renversé et de s'adapter aux changements indispensables tout en les freinant.

Je conclurai en reprenant les termes de Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier Ministre, Vice-Président du Sénat, Président de la Fondation Prospective et Innovation extraits de sa conférence « Quel destin commun pour les entreprises françaises chinoises ? », donnée au Tribunal de commerce de Paris en février 2015.

La Chine est gouvernée par un pouvoir très fort, qui fait preuve d'une capacité de gouvernance assez exceptionnelle, et qui dispose d'une continuité lui permettant d'oeuvrer dans le long terme tout en ajustant périodiquement les priorités.

A l'issue de 40 ans d'évolution continue, la Chine n'a pas l'intention de faire un palier, ni de continuer désormais selon la même ligne, comme si elle avait enfin une fois pour toutes trouvé sa voie en rejoignant grossièrement le trend des pays capitalistes développés.

Elle continue son effort de transformation, ce qui veut dire qu'elle va continuer à changer, après avoir rejoint l'alignement sur la voie aujourd'hui principale tracée depuis plus longtemps par l'Occident.

Elle va donc s'en démarquer, et cette fois ce sera à l'Occident à prendre le sillage du changement qu'elle imprimera.

Alors, capitalisme communiste, communiste capitaliste, capitalisme d'Etat, capitalisme bureaucratique, économie socialiste de marché, socialisme à la chinoise, autoritarisme de marché, capitalisme illibéral, etc., le futur dira quelle était la meilleure terminologie pour qualifier désormais le régime politique, économique et social de la Chine !

Mais pendant ce temps la Chine et les chinois avancent sans trop se poser de questions, en pensant plutôt à la BMW ou à tout autre rêve de consommation que le matraquage publicitaire de tous les murs des villes se charge d'entretenir ...



Et pour rire un peu ...

Capitalisme : Vous avez deux vaches. Vous en vendez une, et vous achetez un taureau pour faire des petits.

Socialisme : Vous avez deux vaches. Vos voisins vous aident à vous en occuper et vous vous partagez le lait.

Communisme : Vous avez deux vaches. Le gouvernement vous prend les deux et vous fournit en lait.

Socialisme marxiste : Vous avez deux vaches. Le gouvernement vous les prend et les met dans une étable avec les vaches d'autres éleveurs. Ensemble, vous devez entretenir toutes les vaches, et le gouvernement vous fournit le lait.

Socialisme français : Vous avez deux vaches. Le gouvernement subventionne l'achat de la troisième, mais vous devez vendre les deux premières pour payer vos impôts

Fascisme : Vous avez deux vaches. Le gouvernement vous prend les deux et vous vend le lait.

Nazisme : Vous avez deux vaches. Le gouvernement vous prend la vache blonde et abat la brune.

Dictature : Vous avez deux vaches. Les miliciens les confisquent et vous fusillent.

Féodalisme : Vous avez deux vaches. Le seigneur s'arroge la moitié du lait.

Démocratie : Vous avez deux vaches. Un vote décide à qui appartient le lait.

Démocratie représentative : Vous avez deux vaches. Une élection désigne celui qui décidera à qui appartient le lait.

Démocratie à Singapour : Vous avez deux vaches. Vous écopez d'une amende pour détention de bétail en appartement.

Anarchie : Vous avez deux vaches. Vous les laissez se traire en autogestion.

Capitalisme sauvage : Vous avez deux vaches. Vous équarrissez l'une, vous forcez l'autre à produire autant que quatre, et vous licenciez finalement l'ouvrier qui s'en occupait en l'accusant d'avoir laissé la vache mourir d'épuisement.

Bureaucratie : Vous avez deux vaches. Le gouvernement publie des règles d'hygiène qui vous invitent à en abattre une. Après quoi il vous fait déclarer la quantité de lait que vous avez pu traire de l'autre, il vous achète le lait et il le jette. Enfin il vous fait remplir des formulaires pour déclarer la vache manquante.

Écologie : Vous avez deux vaches. Vous gardez le lait et le gouvernement vous achète la bouse.

Féminisme : Vous avez deux vaches. Le gouvernement vous inflige une amende pour discrimination. Vous échangez une de vos vaches pour un taureau que vous trayez aussi.

Surréalisme : Vous avez deux girafes. Le gouvernement exige que vous leur donnez des leçons d'harmonica.

Fédéralisme belge : Vous avez deux vaches. Comme la vache flamande ne veut

s'exprimer qu'en néerlandais et que la vache wallonne ne connaît que le français (et encore), le gouvernement fédéral décide de les placer dans des enclos séparés. Isolées, elles deviennent toutes les deux neurasthéniques. Le gouvernement wallon périclite parce qu'il ne tire plus une seule goutte de lait de sa vache. Le gouvernement bruxellois se plaint auprès de la Commission européenne parce qu'il n'a pas reçu sa part de vache. Le gouvernement de la Communauté germanophone non plus mais il s'en fout parce qu'il reçoit son lait directement d'une laiterie d'Aix-la-Chapelle. Le gouvernement de la Communauté Wallonie-Bruxelles non plus mais il s'en fout parce qu'il n'aurait de toute façon pas d'argent pour financer la machine à traire la vache. Le gouvernement flamand ne se contente pas de la communautarisation de sa vache et exige son indépendance de façon à appliquer sa propre méthode originale de traite des vaches qu'il espère breveter et exporter à l'étranger bien qu'elle soit inefficace.

Capitalisme européen : On vous subventionne la première année pour acheter une 3^{ème} vache. On fixe des quotas la deuxième année et vous payez une amende pour surproduction. On vous donne une prime la 3^{ème} année pour abattre la 3^{ème} vache.

Monarchie constitutionnelle britannique : Vous tuez une des vaches pour la donner à manger à l'autre. La vache vivante devient folle. L'Europe vous subventionne pour l'abattre. Vous la donnez à manger à vos deux moutons.

Capitalisme à la française : Pour financer la retraite de vos deux vaches, le gouvernement décide de lever un nouvel impôt : la CSSANAB (cotisation sociale de solidarité avec nos amis les bêtes) Deux ans après, comme la France a récupéré une partie du cheptel britannique, le système est déficitaire. Pour financer le déficit on lève un nouvel impôt sur la production du lait : le RAB (Remboursement de l'Ardoise Bovine). Les vaches se mettent en grève. Il n'y a plus de lait. Les français sont dans la rue : « DU LAIT ON VEUT DU LAIT ! ». La France construit un « laitoduc » sous la manche pour s'approvisionner auprès des anglais. L'Europe déclare le lait anglais impropre à la consommation. Le laitoduc ne servira jamais. On lève un nouvel impôt pour l'entretien du laitoduc.

Capitalisme de Hong Kong : Vous avez deux vaches. Vous en vendez trois votre société cotée en bourse en utilisant des lettres de créance ouvertes par votre beau-frère auprès de votre banque. Puis vous faites un « échange de dettes contre participation », assorti d'une offre publique, et vous récupérez quatre vaches dans l'opération tout en bénéficiant d'un abattement fiscal pour entretien de cinq vaches. Les droits sur le lait de six vaches sont alors transférés par un intermédiaire panaméen sur le compte d'une société des îles Caïman, détenue clandestinement par un actionnaire qui revend à votre société cotée les droits sur le lait de sept vaches. Au rapport de la dite société figurent huit ruminants, avec option d'achat sur une bête supplémentaire. Entre temps vous abattez les deux vaches parce que leur horoscope est défavorable.

Communisme et capitalisme vu par Coluche : Le capitalisme c'est l'exploitation de l'homme par l'homme. Le communisme, c'est le contraire.

Communisme (autre vision de Coluche) : c'est, donne moi ta montre, moi, je te donnerai l'heure.

Chronologie des régimes en Chine depuis 2070 av. J.C.

Pouvoir en place	Durée	Événements importants
Les Trois Augustes et les Cinq Empereurs	avant 2070 av. J.-C.	628+
Dynastie Xia	2070 à 1600 av. J.-C.	470
Dynastie Shang	1600 à 1046 av. J.-C.	554
Dynastie des Zhou de l'Ouest	1046 à 771 av. J.-C.	275
Dynastie des Zhou de l'Est	770 à 256 av. J.-C.	514
Période des Printemps et des Automnes	722 à 476 av. J.-C.	246
Royaumes combattants	475 à 221 av. J.-C.	254
Dynastie Qin	221 à 206 av. J.-C.	15
Dynastie des Han occidentaux	206 av. J.-C. à 9	215
Dynastie Xin	9 — 23	14
Dynastie des Han orientaux	25 — 220	195
Trois Royaumes	220 — 265	45
Dynastie des Jin occidentaux	265 — 317	52
Dynastie des Jin orientaux	317 — 420	103
Dynasties du Nord et du Sud	420 — 589	169
Dynastie Sui	581 - 618	37
Dynastie Tang	618 — 907	289
Période des cinq dynasties et des dix royaumes	907 — 960	53
Dynastie des Song du Nord	960 — 1127	167
Dynastie des Song du Sud	1127 — 1279	152
Dynastie Liao	916 — 1125	209
Dynastie Jin	1115 — 1234	119
Dynastie Yuan	1271 — 1368	97
Dynastie Ming	1368 — 1644	276
Dynastie Qing	1644 — 1912	268
République de Chine	1912 — 1949	37
République populaire de Chine	1949 —	65+

Chronologie politique de la Chine moderne (1949 à 2015) :

Présidents et/ou Secrétaires généraux du PCC

- 1949 - 1959 : Mao Zedong :
- 1959 - 1968 : Liu Shaoqi
- 1968 – 1975 : Dong Biwu (faisant fonction, puis par interim)
- 1975 - 1976 : Maréchal Chu Teh
- 1976 - 1978 : *vacant*
- 1978 - 1983 : Maréchal Ye Jianying
- 1983 : Peng Zhen (par intérim)
- 1983 - 1988 : Li Xiannian
- 1988 - 1993 : Général Yang Shangkun
- 1993 - 2003 : Jiang Zemin
- 2003 - 2013: Hu Jintao
- depuis 2013 : Xi Jinping

Administrations et premiers ministres :

- 1^{ère} génération : Zhou Enlai (26 ans de 1949 - 1975)
- 2^{ème} génération : Hua Guofen (1976 - 1980) et Zhao Ziyang (1980 - 1987)
- 3^{ème} génération : Li Peng (10 ans de 1987 - 1998) et Zhu Rongji (1998 – 2003)
- 4^{ème} génération HU-WEN (2003 - 2013) : Wen Jiabao sous la présidence de Hu Jintao
- 5^{ème} génération XI-LI (depuis 2013) : Li Kejiang sous la présidence de Xi Jinping

Autres :

- Hu Yaobang, Secrétaire Général du PCC et réformateur (1980 - 1987) : sa mort a été le déclencheur des événements de Tian'anmen
- Deng Xiaoping (1978 - 1992)



Bibliographie :

- CAPITALISMES & CAPITALISTES EN CHINE, DES ORIGINES A NOS JOURS, par Marie-Claire BERGERE, édition PERRIN ASIE 2007
- CHINE, LE NOUVEAU CAPITALISME D'ETAT par Marie-Claire BERGERE, édition FAYARD 2013
- LA VOIE CHINOISE, ENTRE CAPITALISME ET EMPIRE, par Michel AGLIETTA et GUO BAI, édition ODILE JACOB 2012
- LA GRANDE HISTOIRE DU CAPITALISME, par la revue SCIENCES HUMAINES, édition de mai-juin 2011
- PME, LA CHINE C'EST MAINTENANT, par la Fondation Prospective et Innovation présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, édition GINKGO 2014
- France – CHINE : QUELS NOUVEAUX PARTENARIATS, par la Fondation Prospective et Innovation présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, édition GINKGO 2014
- VERS QUEL MODELE DE DEVELOPPEMENT CHINOIS ?, par la Fondation Prospective et Innovation présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, édition ANTIDOTE 2013
- QUELLE CHINE, POUR QUEL MONDE EN 2020 ?, par la Fondation Prospective et Innovation présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, édition GINKGO 2013
- LA ROUTE DE LA SOIE, par Fondation Prospective et Innovation présidée par Jean-Pierre RAFFARIN, édition GINKGO 2014
- THE CHINA FANTASY : HOW OUR LEADERS EXPLAIN AWAY CHINESE REPRESSION par James MANN, édité par Viking 2007
- THE BEIJING CONSENSUS: HOW CHINA'S AUTHORITARIAN MODEL WILL DOMINATE THE TWENTY-FIRST CENTURY par Stefan HALPER, édité par BASIC BOOKS, 2010
- DEMYSTIFYING THE CHINESE ECONOMY par Justin YIFU LIN, Chef Economiste et VP à la Banque Mondiale, édité par CAMBRIDGE UNIVERSITY PRESS, 2011
- CHINA'S ECONOMIC RISE : HISTORY, TRENDS, CHALLENGES and IMPLICATIONS FOR THE UNITED STATES par Wayne M. MORRISON, CONGRESSIONAL RESEARCH SERVICE, RL33534, Washington, octobre 2014
- L'OFFENSIVE CHINOISE EN EUROPE, par Philipe LE CORRE et Alain SEPULCHRE, édition FAYARD 2015
- QUAND LA CHINE S'EVEILLERA, LE MONDE TREMBLERA, par Alain PEYREFITTE, édition FAYARD 1973
- LE SIECLE CHINOIS par Jonathan D. SQUARE et Annping CHIN, édition ARTHAUD 1996
- THE PRIVATE LIFE OF CHAIRMAN MAO, par Dr. ZHISUI LI, médecin personnel de Mao de 1954 à 1976, édition CHATTO & WINDUS, Londres, 1994
- SUN YAT-SEN, par Marie-Claire BERGERE, édition FAYARD 1994
- DENG XIAOPING AND THE MAKING OF MODERN CHINA, by Richard EVANS, Ambassadeur britannique en Chine de 1984 à 1988, édition PENGUIN BOOKS, Londres, 1993
- WILD SWAN, par Jung CHANG, édition ANCHOR BOOK, Londres 1991
- PENSER D'UN DEHORS (LA CHINE), ENTRETIENS D'ORIENT, entretiens entre François JULLIEN et Thierry MARCHAISE, éditions du SEUIL, 2000
- WHY ISN'T CHINA DEMOCRATIZING ? BECAUSE IT IS NOT REALLY CAPITALIST, par Dan BLUMENTHAL, édition de l'AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE, Washington, 2011
- LE CAPITALISME ET LE COMMUNISME : DEUX SYSTEMES ECONOMIQUES DE MÊME NATURE, par Alain SORAL (édition E&R)
- L'ASIE ORIENTALE FACE AUX PERILS DES NATIONALISTES, par Barthélémy COURMONT, édité par LIGNES DE REPERES, 2006
- THE PARTY : THE SECRET WORLD OF CHINA'S COMMUNIST RULERS, par Richard McGREGOR, édition HARPER COLLINS, 2010
- CHINA : FROM BUREAUCRATIC COMMUNISM TO BUREAUCRATIC CAPITALISM, par Dan LA BOTZ, économiste socialiste américain, publié par NEW POLITICS, 2013
- THE POLITBURO'S GROWING NUMBER OF INFLUENTIAL LEADERS, NEW YORK TIMES, <http://www.nytimes.com>